

Pas de chômage, pas de santé !

D'ici à 2015, près de 35.000 personnes perdront leurs droits à l'allocation de chômage. Exclus du système de sécurité sociale, ils n'auront plus accès à des soins de santé abordables. Il convient d'enrayer au plus vite ce processus inhumain qui constitue une véritable bombe à retardement.

L'augmentation de chômeurs perdant leurs droits aux allocations est programmée ! Selon la FGTB, on attend environ 35.000 personnes sur 100.000 dans cette situation d'ici 2015. C'est donc un pan de la sécurité sociale qui disparaît pour toute une partie de la population. En effet, depuis la réforme des allocations de chômage de novembre 2012, ce n'est pas seulement une dégressivité des allocations qui est en vigueur mais également l'instauration d'allocations de chômage d'insertion limitées à 3 ans. Cette mesure concerne tous les nouveaux demandeurs d'emplois sortant de l'école mais également des personnes qui retrouvent le droit au chô-

mage. En janvier 2015, si ces personnes n'ont pas trouvé de travail (et on sait combien il manque cruellement d'emplois) elles devront se diriger vers les CPAS. Le pire est que même si elles sont en incapacité de travail, elles ne pourront pas avoir droit aux indemnités de mutuelle puisque là aussi on fait de grosses restrictions. Il faut maintenant prouver qu'on était capable de travailler en arrivant sur le marché de l'emploi et qu'on a une diminution de capacité. Mais si on n'a jamais travaillé, on ne peut pas le prouver... Bref, c'est le chat qui se mord la queue et les personnes les plus vulnérables sont jetées tour à tour de la sécurité sociale.

Ces nouvelles mesures sont un scandale quand on sait qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde !

Actuellement, nous sommes déjà témoins d'une augmentation de chômeurs et de travailleurs pauvres qui ne parviennent pas à payer leurs médicaments ou leurs factures hospitalières. On sait aussi que les CPAS ont de graves problèmes de financement et qu'ils ne pourront pas faire face à ces demandes

grandissantes. Qu'en sera-t-il quand des « sans revenus » viendront s'y ajouter ? En effet, fréquemment, ces personnes sans chômage perdent également leur mutuelle puisqu'elles ne sont plus intégrées dans le système de la sécurité sociale.

Sérieusement, comment se soigner et rester en bonne santé sans revenus ? Cela signifie des conditions de logement plus qu'aléatoires, des enfants grandissant dans des familles matériellement très instables, avec toutes les conséquences que l'on imagine, dont une détérioration de la santé. Toutes les statistiques de santé publique montrent l'impact des conditions sociales sur l'état de santé, le renoncement aux soins et même l'espérance de vie. La dégradation de la santé de la population est une véritable bombe à retardement avec des effets attendus à court, moyen et long terme.

Après la dramatique immolation d'un chômeur en fin de droit devant une agence pour l'emploi à Nantes, une série d'autres tentatives d'immolations s'est déclarée en France. Le désespoir fait flo-

rès en ce moment. Un article paru récemment dans la revue médicale *The Lancet* tend à montrer, statistiques de suicide qui suivent la crise économique de 2008 à l'appui, que la récession économique est un facteur de risque de mortalité par suicide aux Etats-Unis.

Conséquence d'une économie débridée sans la moindre considération pour l'humanité, la situation que nous vivons actuellement est sans suffisamment de questionnement, entérinée par les gouvernements. Mais il produit de la maladie et potentiellement même de la mortalité ! Pourquoi les chômeurs doivent-ils supporter doublement, triplement les conséquences de cette crise ? Pour eux, les droits au travail, au chômage, à l'assurance maladie vont se perdre en cascade, une perte en entraînant une autre. De nouveaux types d'exclus, et la liste commence à s'allonger de manière inquiétante, sont créés. L'autre grande perdante étant la sécurité sociale dont un pan entier est asphyxié, ce qui ne pourra que mettre à mal ses autres constituants. La déstructuration de la solidarité nationale, dont les actions

sont si concrètes dans notre vie quotidienne, est symptomatique d'une progression disproportionnée des valeurs de l'argent face à celles de la cohésion sociale.

Nous, professionnels du social et de la santé, témoins quotidiens des méfaits de ces législations aux effets pernicieux pour la santé et le bien-être de personnes déjà fragilisées, les dénonçons fermement et rappelons le droit à la santé proclamé dans l'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme. Nous encourageons également l'adhésion des citoyens, du monde associatif et des professionnels de la santé à rejoindre ou soutenir tous ceux qui proposent des alternatives pour lutter contre les inégalités sociales en santé : les syndicats, la Plate-forme Santé-Solidarité, le collectif Roosevelt 2012, qui font des propositions réalistes et concrètes pour rendre notre monde plus humain et plus juste. La situation est grave mais des solutions peuvent encore être trouvées. La créativité et la détermination peuvent être au service de la santé et de la solidarité. ■